
ÉTUDE DES CRÉDITS

2020 – 2021

**Demandes de renseignements particuliers
du troisième groupe d'opposition**



ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Demande de renseignements particuliers du troisième groupe d’opposition

#	Liste des questions
RP1	Depuis cinq ans, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l’informatique et les technologies de l’information. Préciser s’il s’agit d’achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir également les prévisions pour 2020-2021.
RP2	Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2020-2021.
RP3	Depuis cinq ans, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.
RP4	Copie de toute l’information fournie au ministre en vertu de l’article 428 de la <i>Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles</i> , et ce, depuis cinq ans.
RP5	Depuis cinq ans, fournir la liste des formations, conférences, ateliers ou journées d’activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l’entreprise qui a offert l’activité.
RP6	<p>Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis cinq ans, par année financière. Fournir :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la liste des employés, en indiquant le poste qu’ils occupent et leur rémunération;b) la liste des membres du conseil d’administration;c) la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;d) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
RP7	<p>Fournir, pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction, les montants, ventilés depuis cinq ans, par année financière :</p> <ul style="list-style-type: none">a) des frais de déplacement;b) des frais de représentation;c) des frais de repas;d) des frais de voyage;e) des frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.
RP9	Depuis cinq ans, par année financière, pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d’employés, ventilé par catégorie d’emploi et par région.

#	Liste des questions
RP155	Ventilation des économies budgétaires réalisées à la suite de la création du Tribunal administratif du travail.
RP156	Copie des travaux, études, analyses et recherches en lien avec la fusion de la CLP et de la CRT.
RP157	Coûts associés à la fusion de la CLP et de la CRT.
RP158	Impact de la mise en place du Tribunal administratif du travail sur l'effectif, exprimé en ETC, en nombre d'employés. Ventiler par année, par type d'emploi et par région.
RP159	Préciser l'impact de la mise en place du Tribunal administratif du travail sur le nombre de postes créés, abolis et transférés, de départs à la retraite, de fins de postes, de mises en disponibilité, de nominations; ventiler par année et par région.
RP160	Évolution de l'effectif depuis cinq ans, par catégorie d'emploi, par année financière.
RP161	Nombre et montant des primes de départ versées en lien avec la mise en place du Tribunal administratif du travail.
RP162	Ventilation du budget de fonctionnement du Tribunal administratif du travail. Fournir une évolution sur cinq ans en incluant les budgets des organismes maintenant fusionnés.
RP163	Ventilation des dépenses allouées à la rémunération par le Tribunal administratif du travail.
RP164	Copie des avis et directives émis en lien avec la mise en place du Tribunal administratif du travail.
RP165	Coûts associés à la mise en place du Tribunal administratif du travail, notamment : <ul style="list-style-type: none"> a. la formation; b. la publicité; c. le changement de nom, de logo, de papeterie, de signalétique; d. l'embauche de personnes-ressources pour accompagner les organismes dans la gestion du changement; e. les baux résiliés et locaux vacants; f. achat de matériel; g. tout autre coût de transition.
RP166	Liste des nominations effectuées au Tribunal administratif du travail depuis sa création.
RP167	Au cours des cinq dernières années, indiquer le nombre de dossiers relatifs à des litiges sur les articles 45 et 46 du Code du travail et transmettre les décisions. Fournir une ventilation par année.
RP168	Au cours des cinq dernières années, fournir une liste détaillée (nom de la personne concernée, nom de la municipalité, objet de l'appel) des requêtes en appel logées par un secrétaire, un secrétaire-trésorier ou un cadre municipal devant le TAT (anciennement CRT).

#	Liste des questions
RP169	Au cours des cinq dernières années, indiquer le nombre d'ordonnances rendues relativement à l'application des articles 45 et 46 du Code du travail et préciser la nature des ordonnances.
RP170	Évolution des délais de traitement des dossiers depuis les cinq dernières années.
RP171	Depuis cinq ans, par mois, et selon le Code du travail ou les normes du travail, nombre de conciliations prédécisionnelles effectuées et résultats (réussies, non réussies ou non conclues), nombre de décisions rendues et résultats (accueillies, désistements, règlements et rejetées).
RP172	Depuis cinq ans, par mois, par article et selon le Code du travail ou la Loi sur les normes du travail, délai de traitement des cas réglés (médiane et moyenne).
RP173	Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans et fournir les prévisions pour 2020-2021.
RP174	Depuis cinq ans, par année financière, le nombre de plaintes ou de demandes déposées en vertu de la Charte québécoise des droits et libertés et fournir une ventilation détaillée de celles portant plus particulièrement sur l'article 46. Statistiques sur le type de dossiers et tableau des résultats.
RP175	Évolution du nombre de conciliateurs/médiateurs, depuis cinq ans, par année financière.
RP176	Évolution du nombre de dossiers traités par médiateur/conciliateur, depuis cinq ans, par année financière.
RP177	Depuis décembre 2014, nombre de dossiers liés à la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i> .
RP178	Nombre de dossiers liés à la <i>Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées</i> (PL 57).
RP179	Depuis cinq ans, par année financière, le nombre de dossiers qui sont allés en révision judiciaire et la nature des décisions rendues relativement aux services essentiels.
RP180	Depuis cinq ans, délais de traitement moyen. Ventiler par type de dossier.
RP181	Depuis cinq ans, par année financière, le nombre de dossiers réglés par médiation.
RP182	Depuis cinq ans, par année financière, le nombre et la nature des décisions rendues, par secteur d'intervention.
RP183	Mesures de réparation imposées au cours des cinq dernières années.
RP184	Pour les cinq dernières années, nombre de dossiers relatifs aux lésions

#	Liste des questions
	professionnelles ouverts par division, nature de ces dossiers et délai moyen de traitement.
RP185	Pour les cinq dernières années, délai moyen entre le dépôt d'un appel et la décision, et nature des décisions, dans les dossiers relatifs aux lésions professionnelles.
RP186	Liste des représentants patronaux et syndicaux et des assesseurs reconnus en indiquant le total des frais et honoraires remboursés au cours des cinq dernières années.
RP187	Nombre de conciliateurs et nombre d'ententes hors cour entérinées par le Tribunal au cours des cinq dernières années.
RP188	Nombre et pourcentage de désistements enregistrés et principaux motifs invoqués au cours des cinq dernières années.
RP189	Nombre de remises demandées par les employeurs, le TAT (anciennement CLP) ou les travailleurs au cours des cinq dernières années.
RP190	Nombre d'avis traités par le BEM et nombre d'avis renversés au cours des cinq dernières années.
RP191	Pourcentage de décisions donnant gain de cause aux demandeurs et pourcentage donnant gain de cause aux appelants pour les cinq dernières années.
RP192	Nombre de plaintes logées au TAT et nature des plaintes au cours des cinq dernières années.
RP193	Ventilation détaillée des sommes allouées au Fonds du Tribunal administratif du travail pour 2018-2019 et 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP1

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, INDIQUER LA SOMME DÉPENSÉE PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ). FOURNIR ÉGALEMENT LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021.

Voici les sommes dépensées à ce chapitre entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 mars 2020.

LOGICIELS	
Achat	108 888 \$
Entretien	272 075 \$
MATÉRIEL	
Achat	437 765\$
Entretien	270 070 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
Internes (personnel du Tribunal)	2 679 271 \$
Externes (entretien du système de mission)	238 019 \$
CSPQ et MTESS	435 417 \$
TÉLÉCOMMUNICATIONS	
CSPQ	712 943 \$
Externes	151 844 \$
TOTAL	5 306 292\$

SOURCE : Direction des ressources financières
COLLABORATION : Direction générale des technologies de l'information
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 4 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

Fiche : RP2

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, FOURNIR UNE VENTILATION DÉTAILLÉE DES COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR AU MINISTÈRE DU TRAVAIL ET AUX ORGANISMES SOUS SA RESPONSABILITÉ. FOURNIR ÉGALEMENT LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021.

L’information sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 19 avril 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP3

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, FOURNIR LA LISTE DES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU DE TOUT AUTRE PARTENAIRE. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS OBTENUS.

Entre le 1^{er} avril 2019 et le 28 février 2020, 9 comités ont été formés par le secrétaire général associé responsable des emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif pour examiner le renouvellement du mandat des membres (juges administratifs) ou pour des comités de sélection. Les personnes suivantes ont fait partie de l’un ou l’autre des comités :

Nom	Honoraires	Frais de déplacement
Louise Bélanger	1 307 \$	1 051 \$
Suzanne Comtois	1 000 \$	333 \$
Philippe Gariépy	191 \$	102 \$
Jean-François Jobin	850 \$	449 \$
Raymond Levasseur	1 208 \$	87 \$
Sophie Morin	600 \$	0 \$
Anne Parent	376 \$	1 128 \$
Mathieu Proulx	396 \$	14 \$
Marie-Claude Rigaud	200 \$	10 \$
Martine Valois	800 \$	653 \$
Total	6 928 \$	3 827 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION : Direction des ressources financières
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 4 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP4

COPIE DE TOUTE L'INFORMATION FOURNIE AU MINISTRE EN VERTU DE L'ARTICLE 428 DE LA *LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES*, ET CE, DEPUIS CINQ ANS.

L'obligation de fournir ce rapport au ministre du Travail a été abolie le 1^{er} janvier 2016 puisque la *Loi instituant le Tribunal administratif du travail* (RLRQ, c. T-15.1) n'a pas repris les termes de l'article 428 LATMP.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidence

DATE : 19 avril 2019

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP5

DEPUIS CINQ ANS, FOURNIR LA LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE. INDIQUER LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.

La liste de toutes ces activités se trouve aux pages suivantes.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 6 juin 2020

Date	Nom de la formation ou de l'activité	Organisme ayant offert l'activité	Nombre de participants	Lieu	Coût
2019-04-01	Coût de reconnaissance par le Barreau du Québec des formations à l'interne	Barreau du Québec			2 050 \$
2019-04-01 au 2020-02-28	Formation SAGIR RH - RF	CSPQ - SAGIR	10	Québec ou Montréal	- \$
2019-04-10	Droit administratif	Forum ouvert HS	1	Montréal	750 \$
2019-04-10	Mise à jour de la jurisprudence rendue en matière de harcèlement psychologique	Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	1	Québec	295 \$
2019-04-25	Préparation à un examen écrit	Entrevues-conseils formation	2	Montréal	650 \$
2019-04-30	Rendez-vous influence et crédibilité	Ordre des CRHA	1	Montréal	415 \$
2019-04-30	Mieux gérer la dynamique de médiation	Sherpa Médiation	50	Montréal	2 500 \$
Printemps 2019	Tournée cohérence - Division SST	Interne - VPQC	93	Différentes régions du Québec	- \$
2019-05-03	Déontologie 2019	Barreau du Québec	1	Montréal	506 \$
2019-05-06 au 2019-05-07	Formation RH - rémunération	D. Bélanger	2	Québec	259 \$
2019-05-09	Tournée cohérence - Division RT	Interne - VPQC	40	Trois-Rivières	- \$
2019-05-15 au 2019-05-16	Assemblée des assesseurs	Interne - VPQC (conférenciers externes)	30	Montréal	3 000 \$
2019-05-16	Techniques vocales pour une communication optimale	H. Parent	7	Montréal	1 600 \$
2019-05-23 au 2019-05-24	Congrès annuel de l'Association des Jeunes Barreaux des Régions	Association des Jeunes Barreaux des Régions	1	Trois-Rivières	275 \$
2019-05-26 au 2019-05-28	Colloque du Conseil des tribunaux administratifs canadiens	Conseil des tribunaux administratifs canadiens (CTAC)	128	Montréal	123 318 \$
2019-05-17 au 2019-07-05	Formation des nouveaux conciliateurs	Interne - VPQC	2	Montréal	- \$
2019-06-05	Formation 100 jours - Coacher un gestionnaire en intégration	AXXIO	1	Montréal	735 \$

Date	Nom de la formation ou de l'activité	Organisme ayant offert l'activité	Nombre de participants	Lieu	Coût
2019-06 et 2019-07	Formation nouveaux juges administratifs	Interne - VPQC	30	Montréal	- \$
2019-06-20	Les troubles de la personnalité - particularités et enjeux de gestion	Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	1	Québec	295 \$
2019-08-01	Mentorat - juges administratifs	M. Langlois	2	Gatineau	12 240 \$
2019-08-28	Préparation à un examen écrit	Entrevues-conseils formation	4	Québec	1 540 \$
2019-09-17	Gestion du changement	Médias Transcontinental	1	Montréal	595 \$
Automne 2019	Tournée cohérence - Division santé et sécurité du travail	Interne - VPQC	93	Différentes régions du Québec	- \$
2019-10-01 au 2019-10-04	Accessibilité WEB	CIAO Technologies	4	Québec	3 000 \$
2019-10-02 et 2019-11-20	Gestion des plaintes et des clients insatisfaits	Centre de Leadership et de Développement des Compétences	21	Québec	5 145 \$
2019-10-07 au 2019-11-06	Formation des nouveaux conciliateurs	Interne - VPQC	2	Montréal	- \$
2019-10-08 au 2019-10-09	Congrès CRHA	Ordre des conseillers en gestion des ressources humaines	4	Montréal	7 645 \$
2019-10-10	Tournée cohérence - Division des relations du travail	Interne - VPQC	70	Trois-Rivières	- \$
2019-10-15	Lancer sa stratégie médias sociaux	Technologia	3	Québec	1 236 \$
2019-10-16 au 2019-10-18	Conférence annuelle 2019 sur l'impact de l'intelligence artificielle et des médias sociaux sur les institutions juridiques	Institut canadien d'administration de la justice	1	Québec	895 \$
2019-10-17	Justice participative : pratiques gagnantes	Barreau de Montréal	1	Montréal	75 \$

Date	Nom de la formation ou de l'activité	Organisme ayant offert l'activité	Nombre de participants	Lieu	Coût
2019-10-24	Effectuer une saine gestion de cas en assurance traitement	Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	1	Québec	225 \$
2019-11-01	Word intermédiaire	Afi expertise	4	Québec	425 \$
2019-11-05	Milieu de travail en transformation : un leadership en évolution	Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	1	Québec	375 \$
2019-11-12 au 2019-11-13	Assemblée annuelle des juges administratifs du TAT	Interne - VPQC (conférenciers externes)	179	Montréal	3 050 \$
2019-11-12 au 2019-11-13	Assemblée des assesseurs	Interne - VPQC (conférenciers externes)	20	Montréal	3 343 \$
2019-11-13 au 2019-11-14	Rencontre annuelle des conciliateurs	Interne - VPQC (conférenciers externes)	74	Montréal	3 500 \$
2019-11-21	Réintégration au travail : La contribution essentielle du gestionnaire	Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	1	Québec	295 \$
2019-11-26	Introduction à la gestion de la santé et de la sécurité du travail	Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	1	Québec	295 \$
2019-12-03	Décupler sa mémoire	Groupe MP plus	1	Montréal	430 \$
2019-12-04	La gestion des employés difficiles	Interne - DRH	12	Montréal	- \$
2020-01-22 au 2020-01-23	Excel : Fonctions et listes de données	AFI expertise	1	Québec	250 \$
2020-01-25 au 2020-01-26	Cours de secourisme	Formédic	1	Québec	66 \$
2019-01-29	Processus de sélection	Formation Webinaire	1	Web	115 \$
2020-01-30	Vavilov et la révision judiciaire : un nouveau cadre plus cohérent et prévisible	Association du Barreau canadien	1	Montréal	110 \$
2020-02 et 2020-03	Accès plateforme de formation en cybersécurité	Terranova Worldwide		WEB	1 386 \$

Date	Nom de la formation ou de l'activité	Organisme ayant offert l'activité	Nombre de participants	Lieu	Coût
2020-02-21	Développements récents en droit de la santé et sécurité au travail	Barreau du Québec	1	Montréal	514 \$
2020-02-27	L'accès à la justice: portrait et solutions	UQAM	1	Montréal	50 \$
2020-03-19	Le pourvoi en contrôle judiciaire	Barreau du Québec	2	Montréal	219 \$
42 jours	Programme d'information et de planification de la retraite	CARRA/CÉGEP Marie-Victorin et Commission scolaire de la Capitale	21	Différentes régions du Québec	6 300 \$
72 jours*	Droits de scolarité — soutien aux études	Établissements scolaires reconnus	21	Différentes régions du Québec	15 509 \$
TOTAL					205 476 \$

* Possibilité de libération avec traitement équivalente à deux journées par cours, par session, sur approbation du gestionnaire.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP6

POUR CHACUN DES ORGANISMES, INDIQUER LES AGENCES, CONSEILS, COMITÉS OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE. FOURNIR :

- a) la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- b) la liste des membres du conseil d'administration;
- c) la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
- d) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

a) La liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;

Voici les données relatives à la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020 :

Nom	Prénom	Corps d'emploi	Poste
Désaulniers Drouin	Mylène	100	Conseiller en gestion des ressources humaines
Hoyle	Blanca-Maria	100	Conseiller en gestion des ressources humaines
Thibault	Suzie	100	Conseiller en gestion des ressources humaines
Bélanger	Claire	104	Agent d'information
Curodeau	Hélène	104	Agent d'information
Gagné-Fortin	Sofie-Jeanne	104	Agent d'information
Jacob	Céline	104	Agent d'information
Lagacé	Julie	104	Agent d'information
Lemelin	Bianka	104	Agent d'information
Talbot	Véronique	104	Agent d'information
Adam	Gisèle	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Allard	Amélie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Arsenault	Myriam	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Barrette	Nathalie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Barrionuevo	Erika	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Blais	Pierre	105	Agent de recherche et de planification socio-économique

.../2

Blouin	Virginie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Bordeleau	Maxime	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Bourassa	Isabelle	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Bourgeois	Guylaine	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Brzezinska	Danuta	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Béland	Julie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Bélanger	Philippe	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Cameus	Vanessa	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Caron	Pierre	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Charbonneau	Louis	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Cornell	Dustin	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Corriveau	Line	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Coutu	Annie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Couture	Isabelle	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Couture	Karine	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Côté	Marie-France	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
D'Alessandro	Stéphanie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Deguire	Suzanne	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Desjardins	Martin	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Do Rego Barros	Maria Dulce	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Doray	François	105	Agent de recherche et de planification socio-économique

.../3

Dubreuil	Ann	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Dulude	Christyan	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Farner	Carole	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Flageol	Nathalie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Fleury	Daniel	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Franche	Julie-Andrée	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Frappier	Éric	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Frenette	Colombe	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gagnon	Kathleen	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gagnon	Philippe	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gagné	Magali	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gamache	Annick	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gaudreault	Alexandre	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gendron	Ariane	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gervais	Paul	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Gilbert	Léa	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Groleau	Chantale	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Grégoire	Chantal	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Hamel	Marie-France	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Harton	Jimmy	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Huot	Annie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique

.../4

Isaacs	Michael	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Julien	Tony	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Landry	André-Carl	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Laplante	Éric	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Larivière	Gabriel	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lavoie	Diane	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lavoie	Mathieu	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lebel	Eric	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lehoux	Amélie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lespérance	Sonia	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lessard	Carl	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Leverone	Hélène	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Lima	Juliana	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Madore	Nicole	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Martin	Jamie-Ann	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Papillon	Josiane	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Paquet	Marie-Catherine	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Patenaude	Josée	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Perrin	Karine	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Pigeon	Sylvie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Riffou	Sara	105	Agent de recherche et de planification socio-économique

.../5

Rodrigue	Roger	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Roy	André	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Scullion	Debra	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Simard	Nathalie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Soudir	Patricia	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
St-Yves	Hugo	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Séguin	Michel G.	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Tartier	Christine	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Théorêt	Julie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Thériault	Jean-François	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Thériault	Nathalie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Tremblay	Danielle	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Tremblay	François-Maxime	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Trudel	Marie-Andrée	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Vallières	Suzy	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Verret	Nancy	105	Agent de recherche et de planification socio-économique
Adams	David	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Audard	Antonin	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Bailly	Chantal	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Beaudoin	Manon	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Beniaich	Rachid	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Bouchard	Alexandre	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Brochu	Caroline	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs

.../6

Brochu	Steve	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Bédard	Claude	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Dion	Serge	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Guimont	Daniel	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Houde	Pierre	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
McCarthy	Christian	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Mercier	Pascal	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Tayakout	Tahar	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Tran	Anh Tuan	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Turcotte	Édith	108	Analyste de l'information et des procédés administratifs
Henrion	Stéphane	111	Attaché d'administration
Bélanger	Johanne	112	Bibliothécaire
Bargoné	Linda	115	Avocat
Bernier	Marie-France	115	Avocat
Bolduc	Étienne	115	Avocat
Boumati	Assirem Amal	115	Avocat
Charbonneau	Édith	115	Avocat
Couture Clouâtre	Marie	115	Avocat
Côté	Luc	115	Avocat
Douville	Geneviève	115	Avocat
Labbé	Marie-Hélène	115	Avocat
Lalancette	Luba	115	Avocat
Lapierre	Marie-Jo	115	Avocat
Lindsay	Stéphanie	115	Avocat
Rousse	Denis	115	Avocat
Roussin	Marie-Claude	115	Avocat
Vadeboncoeur	Dominique	115	Avocat
Arpin	Marie-Hélène	120	Médecin
Beaudry	Jean-Marc	120	Médecin
Bélanger	Serge	120	Médecin
Couture	Daniel	120	Médecin
Dansereau	Jean-Yves	120	Médecin
Dubois	Manon	120	Médecin
Dumais	Huguette	120	Médecin
Fazal Karim	Karima	120	Médecin
Gagnon	Johanne	120	Médecin
Landry	Yves	120	Médecin
Lejeune	Dominique	120	Médecin
Martin	Martine	120	Médecin
Molina-Negro	Pedro	120	Médecin
Morin	Jean	120	Médecin
Perron	André	120	Médecin
Verrette	Sylvie	120	Médecin
Lemelin	Sylvie	125	Traductrice
Abou Zeid	Roger	200	Agent de bureau
Aubin	Sylvie	200	Agent de bureau
Boissonnault	Charles-Étienne	200	Agent de bureau
Braccio	Angela	200	Agent de bureau

Champagne	Nancy	200	Agent de bureau
Chams Eddine	Hasnaâ	200	Agent de bureau
Chapelle	Sandrine	200	Agent de bureau
Cheikh	Rabah	200	Agent de bureau
Claude	Carole	200	Agent de bureau
Cos	Cecilia	200	Agent de bureau
Cyr	Nicole	200	Agent de bureau
Côté	Marlène	200	Agent de bureau
Denault	Cynthia	200	Agent de bureau
Desharnais	Julie	200	Agent de bureau
Dion	Hélène	200	Agent de bureau
Estimé	Marie-France	200	Agent de bureau
Garneau	Claude	200	Agent de bureau
Idrissi Oudrhiri	Rachid	200	Agent de bureau
Lacelle	Louise	200	Agent de bureau
Laferrière	Adam	200	Agent de bureau
Laframboise	Christine	200	Agent de bureau
Lagacé	Brigitte	200	Agent de bureau
Lajoie	Janick	200	Agent de bureau
Leclerc	Sylvie	200	Agent de bureau
Leroux	Pascale	200	Agent de bureau
Loranger	Sylvie	200	Agent de bureau
Lortie	Chantale	200	Agent de bureau
Lévesque	Josée	200	Agent de bureau
Mbodji	Amadou	200	Agent de bureau
Messaoudi	Nadia	200	Agent de bureau
Morneau	Sylvie	200	Agent de bureau
Nguyen	Tin Phuong Trinh	200	Agent de bureau
Pageau	Anthony	200	Agent de bureau
Pichette	Carole	200	Agent de bureau
Porubova	Alla	200	Agent de bureau
Quesnel	Francine	200	Agent de bureau
Renaud	Aude	200	Agent de bureau
Robertson	Alexie-Ann	200	Agent de bureau
Salvas	Eveline	200	Agent de bureau
St-Félix	Jude	200	Agent de bureau
Tabbah	Wafa	200	Agent de bureau
Zugrav	Oana-Maria	200	Agent de bureau
Boies	Monique	217	Bibliothécairienne
Carrier	Lorraine	217	Bibliothécairienne
Alarie	Ginette	221	Agent de secrétariat
Amaanan	Naoual	221	Agent de secrétariat
Audet	Noémie	221	Agent de secrétariat
Badinga	Lubata Edwige	221	Agent de secrétariat
Beauséjour	Josée	221	Agent de secrétariat
Benito	Gwladys	221	Agent de secrétariat
Bilodeau	Johanne	221	Agent de secrétariat
Blanchard	Carmen	221	Agent de secrétariat
Boucher	Isabelle	221	Agent de secrétariat
Brebel	Cécile	221	Agent de secrétariat
Bérubé	Gisèle	221	Agent de secrétariat
Bérubé	Sylvie	221	Agent de secrétariat
Caron	Geneviève	221	Agent de secrétariat
Chamberland	Lise	221	Agent de secrétariat
Clermont	Myriam	221	Agent de secrétariat
Cruz	Janet	221	Agent de secrétariat
Côté	Mélissa	221	Agent de secrétariat

Dauphin	Julie	221	Agent de secrétariat
Deschênes	Johanne	221	Agent de secrétariat
Desparois	Jacinthe	221	Agent de secrétariat
Desrosiers	Ann	221	Agent de secrétariat
Drapeau	Marthe	221	Agent de secrétariat
Dufour	Josée	221	Agent de secrétariat
Fortin	Ginette	221	Agent de secrétariat
Gaudreault	Sylvie	221	Agent de secrétariat
Gauthier	Valérie	221	Agent de secrétariat
Girard	Isabelle	221	Agent de secrétariat
Gravel	Louise	221	Agent de secrétariat
Hamel	Alain	221	Agent de secrétariat
Hébert	Marjolaine	221	Agent de secrétariat
Kandé	Danielle	221	Agent de secrétariat
Lajeunesse	Andrée	221	Agent de secrétariat
Lebeau	Marie-Pier	221	Agent de secrétariat
Leblanc	Suzie	221	Agent de secrétariat
Lefavre	Jacinthe	221	Agent de secrétariat
Lessard Patry	Karina	221	Agent de secrétariat
Loiselle	Constance	221	Agent de secrétariat
Loiselle	Julie	221	Agent de secrétariat
Lossignol	Brigitte	221	Agent de secrétariat
Léger	Geneviève	221	Agent de secrétariat
Marchand	Julie	221	Agent de secrétariat
Marcoux	Josée	221	Agent de secrétariat
Marois	Annie	221	Agent de secrétariat
Martel	Sylvie	221	Agent de secrétariat
Mokoko	Patricia	221	Agent de secrétariat
Moulin	Cathy	221	Agent de secrétariat
Noreau	Sophie	221	Agent de secrétariat
Odou	Koko Agbanè	221	Agent de secrétariat
Ouellet	Nathalie	221	Agent de secrétariat
Pageau	Émilie	221	Agent de secrétariat
Parent	Nicole	221	Agent de secrétariat
Pelletier	Andréanne	221	Agent de secrétariat
Pepin	Cathy	221	Agent de secrétariat
Perreault	France	221	Agent de secrétariat
Pierre-Louis	Myrlande	221	Agent de secrétariat
Podie Tchouni	Nadège	221	Agent de secrétariat
Poisson	Justine	221	Agent de secrétariat
Pomerleau	Suzanne	221	Agent de secrétariat
Pouliot	Marie-Ève	221	Agent de secrétariat
Proulx	Solange	221	Agent de secrétariat
Provost	Line	221	Agent de secrétariat
Royer	Carolane	221	Agent de secrétariat
Rziga	Ahlem	221	Agent de secrétariat
Saint-Amant	Brigitte	221	Agent de secrétariat
Sallafranque	Geneviève	221	Agent de secrétariat
Salvas	Claudine	221	Agent de secrétariat
Seck	Arame	221	Agent de secrétariat
Sennécheau	Marie-Christine	221	Agent de secrétariat
Shields	Josée	221	Agent de secrétariat
Surprenant	Nancy	221	Agent de secrétariat
Tessier	Josée	221	Agent de secrétariat
Tortorici	Estelle	221	Agent de secrétariat
Truchon	Josée	221	Agent de secrétariat
Vincent	Suzie	221	Agent de secrétariat

.../9

Goyette	Lucie	249	Préposé aux renseignements
Mahrane	Ahmed	249	Préposé aux renseignements
Moukarrab	Meryem	249	Préposé aux renseignements
Mriyeh	Maria	249	Préposé aux renseignements
Ruggiero	Mario	249	Préposé aux renseignements
Batista	Camilla	263	Technicien des travaux publics
Beaupré	Jocelyne	264	Technicien en administration
Brillant	Marie-Ève	264	Technicien en administration
Chaara	Houda	264	Technicien en administration
Chouikrat	Radia	264	Technicien en administration
Côté	Brigitte	264	Technicien en administration
Dansereau	Suzanne	264	Technicien en administration
Deschênes	Jonathan	264	Technicien en administration
Habel	Sophie	264	Technicien en administration
Icart	Juniole	264	Technicien en administration
Joachim	Yveline	264	Technicien en administration
Labranche	Catherine	264	Technicien en administration
Larouche	Véronic	264	Technicien en administration
Lehouillier	Marie-Josée	264	Technicien en administration
Légaré	France	264	Technicien en administration
Parent	Julie	264	Technicien en administration
Pelletier	Rachelle	264	Technicien en administration
Plante	Marlène	264	Technicien en administration
Poupeau	Laurent	264	Technicien en administration
Roy	Chantal	264	Technicien en administration
Saidi	Dorsaf	264	Technicien en administration
Thomassin	Diane	264	Technicien en administration
Vibert	Sonia	264	Technicien en administration
Potlog	Liliana	272	Technicien en informatique
Tanguay	Simon	272	Technicien en informatique
Ziati	Hamza	272	Technicien en informatique
Beudet	Pauline	283	Technicien juridique
Beaudoin	Roxane	283	Technicien juridique
Bertrand	Chantal	283	Technicien juridique
Bolduc	Susie	283	Technicien juridique
Bouchard	Marielle	283	Technicien juridique
Bourau	Alicia	283	Technicien juridique
Bourget	Josette	283	Technicien juridique
Charette	Martine	283	Technicien juridique
Charron	Catherine	283	Technicien juridique
Côté	Rosalie	283	Technicien juridique
Desbiens	Michelle	283	Technicien juridique
Desjardins	Danièle	283	Technicien juridique
Dextras Paquette	Karine	283	Technicien juridique
Dionne	Nathalie	283	Technicien juridique
Drouin	Sylvie	283	Technicien juridique
Fiola	Isabelle	283	Technicien juridique
Gallant	Johanne	283	Technicien juridique
Gallant	Mariette	283	Technicien juridique
Grassi	Marie-Noëlle	283	Technicien juridique
Grenier-Martel	Roxane	283	Technicien juridique
Hamel	Céline	283	Technicien juridique
Jetté	Pascale	283	Technicien juridique
Lafrenais	Josée	283	Technicien juridique
Laganière	France	283	Technicien juridique
Leblanc	Nathaly	283	Technicien juridique
Maheux	Christiane	283	Technicien juridique
Morin	Julie	283	Technicien juridique

Papardova	Tsvetelina	283	Technicien juridique
Paquet	Véronique	283	Technicien juridique
Parr	Nadia	283	Technicien juridique
Pronovost	Olivier	283	Technicien juridique
Provost	Claude	283	Technicien juridique
Quirion	Julie	283	Technicien juridique
Savignac	Nadia	283	Technicien juridique
Tremblay	Marie-Claude	283	Technicien juridique
Tsang	Anne-Marie	283	Technicien juridique
Turcotte	Danielle	283	Technicien juridique
Éthier	Julien	433	Préposé au matériel
Gagnon	Gino	630	Cadre
Gagnon	Marco	630	Cadre
Gauthier	Paul	630	Cadre
Hamel	Julie	630	Cadre
Jobidon	Guillaume	630	Cadre
Métivier	Claude	630	Cadre
Tremblay	Patrice	630	Cadre
Nadeau	Lucie	825	Juge administratif - présidente
Alder	Mylène	826	Juge administratif
Allard	Sylvain	826	Juge administratif
Arcand	Sylvie	826	Juge administratif
Armand	Daphné	826	Juge administratif
Arseneau	Raymond	826	Juge administratif
Arseneault	Isabelle	826	Juge administratif
Aubertin	Benoît	826	Juge administratif
Aubé	François	826	Juge administratif
Auclair	Marlène	826	Juge administratif
Audet	Josée	826	Juge administratif
Beaubien	François	826	Juge administratif
Beaudin	Annie	826	Juge administratif
Beaudoin	Marie	826	Juge administratif
Beaulieu	Denys	826	Juge administratif
Beaumier	Jean-François	826	Juge administratif
Benoît	Dominique	826	Juge administratif
Bergeron	Catherine A.	826	Juge administratif
Bernard	Réjean	826	Juge administratif
Bernier	Yolande	826	Juge administratif
Blanchet	Guy	826	Juge administratif
Blouin	Daniel	826	Juge administratif
Blouin	Karine	826	Juge administratif
Boudreault	Luce	826	Juge administratif
Bouvier	Philippe	826	Juge administratif
Breton	Gaëtan	826	Juge administratif – Vice-président
Brisebois	Virginie	826	Juge administratif
Burdett	Claire	826	Juge administratif
Bédard	Hélène	826	Juge administratif
Bédard	Myriam	826	Juge administratif
Bélanger	Renée-Claude	826	Juge administratif
Canuel	Michel	826	Juge administratif
Carignan	Michèle	826	Juge administratif
Caron	François	826	Juge administratif
Carpentier-Cayen	Isabelle	826	Juge administratif
Chainey	Anick	826	Juge administratif
Charbonneau	Francine	826	Juge administratif
Chaumont	Mario	826	Juge administratif
Chénier	Manon	826	Juge administratif

Clément	Jean-François	826	Juge administratif
Corbeil	Simon	826	Juge administratif
Côté	Maude	826	Juge administratif
Côté	Réjean	826	Juge administratif
Daigneault	Fernand	826	Juge administratif
Danis	Jean-Claude	826	Juge administratif
David	Jacques	826	Juge administratif
Degré	Jacques	826	Juge administratif
Demers	François	826	Juge administratif
Denis	Michel	826	Juge administratif
Desbois	Louise	826	Juge administratif
Despatis	Johanne	826	Juge administratif
Desroches	Martine	826	Juge administratif
Downey	Jason Wayne	826	Juge administratif
Drolet	Christian	826	Juge administratif
Dubé	Frédéric	826	Juge administratif
Dubé-Iza	Marie-Pierre	826	Juge administratif
Dufour	Jean-François	826	Juge administratif
Ellefsen	Henrik	826	Juge administratif
Firlotte	Ann	826	Juge administratif
Fiset	Dominic	826	Juge administratif
Gagnon	Isabelle	826	Juge administratif
Gagnon	Raymond	826	Juge administratif
Gagnon	Sylvain	826	Juge administratif
Gauthier	Manon	826	Juge administratif
Gauthier	Pascale	826	Juge administratif
Gauthier	Renaud	826	Juge administratif
Girard	Véronique	826	Juge administratif
Girardin	Chantale	826	Juge administratif
Giroux	France	826	Juge administratif
Goodwin	Elisabeth	826	Juge administratif
Gosselin	Andrée	826	Juge administratif
Goyette	Renée M.	826	Juge administratif
Grantham	Guy	826	Juge administratif
Grignon	Marie-Claude	826	Juge administratif
Grégoire	Jean	826	Juge administratif
Guay	Louise	826	Juge administratif
Gutiérrez	Aurora	826	Juge administratif
Guérard	Gaetan	826	Juge administratif
Gélinas	Nathalie	826	Juge administratif
Hinse	Francis	826	Juge administratif
Jouis	Daniel	826	Juge administratif
Ladouceur	Julie	826	Juge administratif
Lajoie	Valérie	826	Juge administratif
Lalonde	Michel	826	Juge administratif
Lalonde	Pierre	826	Juge administratif
Lamarre	Monique	826	Juge administratif
Landry	Johanne	826	Juge administratif
Lanseigne	Line	826	Juge administratif
Laprade	Annie	826	Juge administratif
Larouche	Michel	826	Juge administratif
Lassonde	Laurent	826	Juge administratif
Lavoie	Marie-Claude	826	Juge administratif
Lecavalier	Marie-Anne	826	Juge administratif
Legault	Marie-Eve	826	Juge administratif
Lemay	Bernard	826	Juge administratif
Lemieux	Yves	826	Juge administratif
Lemire	Simon	826	Juge administratif

Lessard	Carole	826	Juge administratif
Lessard	Émilie	826	Juge administratif
Letreiz	Michel	826	Juge administratif
Lizotte	Valérie	826	Juge administratif
Lévesque	Sylvie	826	Juge administratif
Magnan	Hugues	826	Juge administratif
Marceau	Bernard	826	Juge administratif
Martel	Jean-François	826	Juge administratif
Mercure	Francine	826	Juge administratif – Vice-présidente
Moffet	Guylaine	826	Juge administratif
Montplaisir	Martine	826	Juge administratif
Morand	Pierre-Étienne	826	Juge administratif
Moreau	Michel	826	Juge administratif
Morin	Maryse	826	Juge administratif
Moulin	Sophie	826	Juge administratif
Nadeau	Sandra	826	Juge administratif
Noiseux	Jean-Sébastien	826	Juge administratif
Notebaert	Gérard	826	Juge administratif – Vice-président
Nyitrai	Emilia	826	Juge administratif
Paquette	Jean	826	Juge administratif
Pelletier	Daniel	826	Juge administratif
Perron	Pauline	826	Juge administratif
Picard	Josée	826	Juge administratif
Piché	Isabelle	826	Juge administratif
Pilon	Marie-Claude	826	Juge administratif
Plante	Esther	826	Juge administratif
Poirier	Jean M.	826	Juge administratif
Poirier	Marie-Claude	826	Juge administratif
Quigley	Ann	826	Juge administratif
Rancourt	Julie	826	Juge administratif
Ranger	François	826	Juge administratif
Rivard	Jean-Luc	826	Juge administratif
Robitaille	Isabelle	826	Juge administratif
Roiseux	Marie-Anne	826	Juge administratif
Romani	Marco	826	Juge administratif
Roy	Guy	826	Juge administratif
Samson	Julie	826	Juge administratif
Sansfaçon	Michel	826	Juge administratif
Savard	Karine	826	Juge administratif
St-Jean	Isabelle	826	Juge administratif
St-Laurent	Nancy	826	Juge administratif
St-Onge	Pierre	826	Juge administratif
Sylvestre	Sonia	826	Juge administratif
Séguin	Jean-François	826	Juge administratif
Séguin	Manon	826	Juge administratif
Sénéchal	Sophie	826	Juge administratif
Tancrède	Dominique	826	Juge administratif
Therrien	Daniel	826	Juge administratif
Therrien	Isabelle	826	Juge administratif
Thériault	Lyne	826	Juge administratif
Tremblay	Danielle	826	Juge administratif
Tremblay	Norman	826	Juge administratif
Vaillancourt	Anne	826	Juge administratif
Waddell	Erick	826	Juge administratif
Watkins	Michel	826	Juge administratif
Zaïkoff	Irène	826	Juge administratif

b) La liste des membres du conseil d’administration;

Le TAT ne possède pas de conseil d’administration.

c) La liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;

Voici la liste des juges administratifs qui ont été nommés ou qui ont vu leur mandat renouvelé entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 mars 2020 :

NOM	TITRE	DATE DE DÉBUT DE MANDAT	DATE DE FIN DE MANDAT
NOMINATIONS :			
MERCURE, Francine	Vice-président VPSST	2019-04-01	2023-03-31
NADEAU, Lucie	Présidente	2019-04-08	2023-04-07
ARSENEAULT, Isabelle	Juge administratif	2019-06-10	2024-06-09
AUBERTIN, Benoit	Juge administratif	2019-06-10	2024-06-09
CARPENTIER-CAYEN, Isabelle	Juge administratif	2019-06-10	2024-06-09
CHÉNIER, Manon	Juge administratif	2019-06-10	2014-06-09
CÔTÉ, Maude	Juge administratif	2019-06-10	2024-06-09
CÔTÉ, Réjean	Juge administratif	2019-06-10	2024-06-09
DESPATIE, Johanne	Juge administratif	2019-06-10	2024-06-09
DUBÉ, Frédéric	Juge administratif	2019-06-10	2024-06-09
GAGNON, Isabelle	Juge administratif	2019-06-10	2024-06-09
GAGNON, Sylvain	Juge administratif	2019-06-10	2024-06-09
GAUTHIER, Renaud	Juge administratif	2019-06-10	2024-06-09
GIRARD, Véronique	Juge administratif	2019-06-10	2024-06-09
GOODWIN, Élisabeth	Juge administratif	2019-06-10	2024-06-09
GUTIÉRREZ, Aurora	Juge administratif	2019-06-10	2024-06-09
HINSE, Francis	Juge administratif	2019-06-10	2024-06-09
LASSONDE, Laurent	Juge administratif	2019-06-10	2024-06-09
LECAVALIER, Marie-Anne	Juge administratif	2019-06-10	2024-06-09
MORAND, Pierre-Étienne	Juge administratif	2019-06-10	2024-06-09
MOULIN, Chantal Sophie	Juge administratif	2019-06-10	2024-06-09
NADEAU, Sandra	Juge administratif	2019-06-10	2024-06-09
NOISEUX, Jean-Sébastien	Juge administratif	2019-06-10	2024-06-09
NYITRAI, Emilia	Juge administratif	2019-06-10	2024-06-09
PILON, Marie-Claude	Juge administratif	2019-06-10	2024-06-09
POIRIER, Marie-Claude	Juge administratif	2019-06-10	2024-06-09
SÉGUIN, Jean-François	Juge administratif	2019-06-10	2024-06-09
ST-JEAN, Isabelle	Juge administratif	2019-06-10	2024-06-09
ST-ONGE, Pierre	Juge administratif	2019-06-10	2024-06-09
TANCRÈDE, Dominique	Juge administratif	2019-06-10	2024-06-09
TREMBLAY, Danielle	Juge administratif	2019-06-10	2024-06-09
WADDELL, Erick	Juge administratif	2019-06-10	2024-06-09
NOTEBAERT, Gérard	Vice-président VPQC	2019-06-25	2022-06-24

NOM	TITRE	DATE DE DÉBUT DE MANDAT	DATE DE FIN DE MANDAT
RENOUVELLEMENTS :			
GAGNON, Raymond	Juge administratif	2019-11-08	2022-07-02
BOUVIER, Philippe	Juge administratif	2020-02-01	2025-01-31
GAUTHIER, Pascale	Juge administratif	2020-02-01	2025-01-31
LAROUCHE, Michel	Juge administratif	2020-02-01	2025-01-31
LEVESQUE, Sylvie	Juge administratif	2020-02-01	2025-01-31
SYLVESTRE, Sonia	Juge administratif	2020-02-01	2025-01-31

d) Leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Pour l'ensemble du personnel et des membres du tribunal, et pour la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020, les frais se détaillent comme suit :

Frais de déplacement : 1 154 983 \$

Frais de représentation : 6 690 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION : Direction des ressources financières
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 6 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP7

FOURNIR, POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENTE OU DE LA HAUTE DIRECTION, LES MONTANTS, VENTILÉS DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE :

- a) des frais de déplacement;**
- b) des frais de représentation;**
- c) des frais de repas;**
- d) des frais de voyage;**
- e) des frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.**

Voici les informations du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020 :

a) Les frais de déplacement : 29 820 \$

b) Les frais de représentation : 3 591 \$

En vertu des *Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein*, la présidente du TAT dispose d'un budget de 4 140 \$ réservé aux frais de représentation. Elle a utilisé 1 212 \$. Les autres membres du comité de direction ont dépensé un total de 2 379 \$.

c) Les frais de repas : 10 568 \$

d) Les frais de voyage : 24 277 \$

e) Les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.

Les frais de participation à ces événements totalisent 3 459 \$.

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 5 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP9

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES, CONSEILS, COMITÉS OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER LE NOMBRE D'EMPLOYÉS, VENTILÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET PAR RÉGION.

La liste se trouve aux pages suivantes.

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidente
DATE : 19 avril 2020

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL Évolution des effectifs réguliers <i>En date du 31 mars 2020</i>						
Territoire habituel de travail	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel de bureau	Ouvrier	TOTAL
Estrie		2,0	1,0	3,0		6,0
Québec	9	51,0	22,0	24,0		106,0
Saguenay-Lac-St-Jean		1,0	1,0	4,0		6,0
Abitibi-Témiscamingue		1,0	1,0	2,0		4,0
Lanaudière		5,0	2,0	9,0		16,0
Yamaska		4,0	1,0	5,0		10,0
Chaudière-Appalaches		3,0	2,0	5,0		10,0
Bas-St-Laur./Iles-Mad./Gasp./Côte-Nord						
.Gaspé		1,0		2,0		3,0
.Rimouski		1,0	2,0	2,0		5,0
.Sept-Iles		1,0		1,5		2,5
Mauricie-Centre-du-Québec						
.Trois-Rivières		1,0	2,0	3,0		6,0
.Drummondville		2,0	1,0	2,0		5,0
Montréal	5	62,0	24,0	43,0	1	135,0
Montérégie		5,0	1,0	5,0		11,0
Outaouais		1,0	1,0	2,0		4,0
Laval		3,0	1,0	5,0		9,0
Laurentides		4,0	1,0	7,0		12,0
Richelieu-Salaberry						
.Saint-Jean-sur-Richelieu		3,0	1,0	5,0		9,0
.Salaberry-de-Valleyfield		2,0	1,0	4,0		7,0
TOTAL	14	153,0	65,0	133,5	1	366,5

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP155

**VENTILATION DES ÉCONOMIES BUDGÉTAIRES RÉALISÉES À LA SUITE DE LA
CRÉATION DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL.**

Économies budgétaires 2019-2020

Honoraires des membres issus	4 640 000,00 \$
Ressources affectées aux membres	250 000,00 \$
Gestion/gouvernance	50 000,00 \$
Frais de déplacement des membres	625 000,00 \$
Frais divers (impression-numérisation-poste)	520 000,00 \$
Rapatriement des services administratifs	730 000,00 \$
Dépenses diverses - membres	165 000,00 \$
TOTAL	6 980 000 \$

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 4 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP156

COPIE DES TRAVAUX, ÉTUDES, ANALYSES ET RECHERCHES EN LIEN AVEC LA FUSION DE LA CLP ET DE LA CRT.

Une seule étude a été faite en lien avec la fusion. Il s'agit d'une évaluation des efforts à investir dans la solution SISTA (Système intégré de services des tribunaux administratifs) dans le but d'arrimer les activités de mission de la CRT à celles de la CLP. Le rapport a été approuvé par la présidente du Tribunal le 26 mai 2016 et un dossier d'affaires a été présenté au Secrétariat du Conseil du trésor qui a confirmé verbalement que seule l'autorisation de la présidente du Tribunal était requise pour procéder.

SOURCE : Direction générale des technologies et du pilotage

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 19 avril 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP157

COÛTS ASSOCIÉS À LA FUSION DE LA CLP ET DE LA CRT.

Voir également la réponse à la question RP165.

ACTIVITÉ	COÛT
Mise à jour de SISTA	1 125 181 \$

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 4 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP158

IMPACT DE LA MISE EN PLACE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL SUR L’EFFECTIF, EXPRIMÉ EN ETC, EN NOMBRE D’EMPLOYÉS. VENTILER PAR ANNÉE, PAR TYPE D’EMPLOI ET PAR RÉGION.

La mise en place du Tribunal administratif du travail n’a pas eu d’impact sur le niveau d’effectifs.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 20 avril 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP159

PRÉCISER L'IMPACT DE LA MISE EN PLACE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL SUR LE NOMBRE DE POSTES CRÉÉS, ABOLIS ET TRANSFÉRÉS, DE DÉPARTS À LA RETRAITE, DE FINS DE POSTES, DE MISES EN DISPONIBILITÉ, DE NOMINATIONS; VENTILER PAR ANNÉE ET PAR RÉGION.

La mise en place du Tribunal administratif du travail n'a pas eu d'impact sur le nombre de nouveaux postes créés, abolis et transférés, ni sur les départs à la retraite et les mises en disponibilité.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 20 avril 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP160

ÉVOLUTION DE L’EFFECTIF DEPUIS CINQ ANS, PAR CATÉGORIE D’EMPLOI,
PAR ANNÉE FINANCIÈRE.

Voici les données au 31 mars 2020 :

CATÉGORIES D’EMPLOI	EFFECTIF
Professionnels	153
Personnel de bureau	133,5
Techniciens	65
Ouvriers	1
Cadres	14
TOTAL	366,5

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 6 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP161

**NOMBRE ET MONTANT DES PRIMES DE DÉPART VERSÉES EN LIEN AVEC LA
MISE EN PLACE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL.**

Aucune prime de départ n'a été versée en lien avec la mise en place du Tribunal
administratif du travail.

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 20 avril 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP162

VENTILATION DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL. FOURNIR UNE ÉVOLUTION SUR CINQ ANS EN INCLUANT LES BUDGETS DES ORGANISMES MAINTENANT FUSIONNÉS.

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020 :

Masse salariale	58 798 300 \$
Fonctionnement	
Services de transport et de télécommunications	2 298 000 \$
Services professionnels, administratifs et autres	5 572 000 \$
Locations	8 747 000 \$
Fournitures et approvisionnement	812 200 \$
Amortissement	2 000 000 \$
Autres dépenses	250 000 \$
Total fonctionnement	19 679 200 \$
Total des dépenses	78 477 500 \$

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 4 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP163

VENTILATION DES DÉPENSES ALLOUÉES À LA RÉMUNÉRATION PAR LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL.

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020 :

Rémunération de base – effectif régulier	45 266 656,00 \$
Rémunération de base – effectif occasionnel	895 764,33 \$
Rémunération de base – effectif étudiant-stagiaire	250 327,93 \$
Heures supplémentaires – effectif régulier	34 717,81 \$
Heures supplémentaires – effectif occasionnel	1 145,41 \$
Primes et indemnités de départ – effectif régulier	2 166 118,81\$
Primes et indemnités de départ – effectif occasionnel	18 457,44 \$
Primes et indemnités de départ – étudiant-stagiaire	4 141,06 \$
Contribution employeur – effectif régulier	9 746 012,22 \$
Contribution employeur – effectif occasionnel	133 097,07 \$
TOTAL	58 516 438,08 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 6 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP164

**COPIE DES AVIS ET DIRECTIVES ÉMIS EN LIEN AVEC LA MISE EN PLACE DU
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL.**

Aucun avis et aucune directive n'ont été émis.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 20 avril 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP165

COÛTS ASSOCIÉS À LA MISE EN PLACE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL, NOTAMMENT :

- a. la formation;
- b. la publicité;
- c. le changement de nom, de logo, de papeterie, de signalétique;
- d. l'embauche de personnes-ressources pour accompagner les organismes dans la gestion du changement;
- e. les baux résiliés et locaux vacants;
- f. achat de matériel;
- g. tout autre coût de transition.

Voici les sommes dépensées à ce chapitre entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 mars 2020.

Voir également la réponse fournie à la question RP157.

- a. la formation : 0 \$
- b. la publicité : 0 \$
- c. le changement de nom, de logo, de papeterie, de signalétique : 0 \$
- d. l'embauche de personnes-ressources pour accompagner les organismes dans la gestion du changement : 0 \$
- e. les baux résiliés et locaux vacants : 0 \$
- f. achat de matériel : 0 \$
- g. tout autre coût de transition : 0 \$

SOURCE : Service des communications, Service des ressources matérielles et Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 21 mai 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP166

LISTE DES NOMINATIONS EFFECTUÉES AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL DEPUIS SA CRÉATION.

Liste des nominations à titre de juges administratifs depuis le 1^{er} janvier 2016 :

- Mme Isabelle Arseneault
- M. Benoit Aubertin
- M. François Beaubien
- Mme Yolande Bernier
- M. Guy Blanchet
- M. Daniel Blouin
- Mme Luce Boudreault
- Mme Isabelle Carpentier-Cayen
- Mme Manon Chénier
- M. Simon Corbeil
- Mme Maude Côté
- M. Réjean Côté
- M. François Demers
- Mme Johanne Despatis
- Mme Martine Desroches
- M. Jason W. Downey
- M. Frédéric Dubé
- M. Jean-François Dufour
- M. Henrik Ellefsen
- Mme Ann Firlotte
- M. Dominic Fiset
- Mme Isabelle Gagnon
- M. Sylvain Gagnon
- M. Renaud Gauthier
- Mme Nathalie Gélinas
- Mme Véronique Girard
- Mme Chantale Girardin
- Mme Elisabeth Goodwin
- M. Guy Grantham
- M. Gaétan Guérard
- Mme Aurora Gutiérrez
- M. Francis Hinse
- Mme Julie Ladouceur
- M. Laurent Lassonde
- Mme Marie-Anne Lecavalier
- Mme Marie-Ève Legault
- Mme Émilie Lessard
- M. Hugues Magnan
- M. Pierre-Étienne Morand
- Mme Chantal Sophie Moulin

...2

- Mme Sandra Nadeau
- M. Jean-Sébastien Noiseux
- Mme Emilia Nyitrai
- Mme Josée Picard
- Mme Marie-Claude Pilon
- Mme Marie-Claude Poirier
- Mme Julie Rancourt
- Mme Isabelle Robitaille
- Mme Julie Samson
- Mme Karine Savard
- M. Jean-François Séguin
- Mme Isabelle St-Jean
- M. Pierre St-Onge
- Mme Dominique Tancrède
- Mme Danielle Tremblay
- M. Erick Waddell

SOURCE : Direction des ressources humaines

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 6 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP167

AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS RELATIFS À DES LITIGES SUR LES ARTICLES 45 ET 46 DU CODE DU TRAVAIL ET TRANSMETTRE LES DÉCISIONS. FOURNIR UNE VENTILATION PAR ANNÉE.

Les tableaux suivants couvrent la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020 :

Article 45: Aliénation ou concession d’entreprise	
Sort des requêtes	2019-2020
Accueillies	142
Désistements	6
Règlements	0
Rejetées	0
Sous-total	148

Article 46: Résolution de difficultés	
Sort des requêtes	2019-2020
Accueillies	2
Désistements	2
Règlements	0
Rejetées	1
Sous-total	5

TOTAL	153
-------	-----

La plupart des requêtes accueillies le sont du consentement des parties, soit par le dépôt d’une requête conjointe ou par la non-contestation de la requête par l’autre partie.

Les décisions motivées des juges administratifs sont accessibles par l’entremise du site Web de la SOQUIJ (<http://citoyens.soquij.qc.ca>), alors que l’ensemble des décisions rendues en vertu des articles 45 et 46 du *Code du travail* sont disponibles sur le site COR@IL (www.corail.gouv.qc.ca).

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 4 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP168

AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, FOURNIR UNE LISTE DÉTAILLÉE (NOM DE LA PERSONNE CONCERNÉE, NOM DE LA MUNICIPALITÉ, OBJET DE L'APPEL) DES REQUÊTES EN APPEL LOGÉES PAR UN SECRÉTAIRE, UN SECRÉTAIRE-TRESORIER OU UN CADRE MUNICIPAL DEVANT LE TAT (ANCIENNEMENT CRT).

Voir la liste détaillée qui suit.

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 4 juin 2020

N° cas	Date de réception	Nature du cas	Nom de la personne concernée
MONTREAL			
CM20191890	2019-04-01	Code municipal du Québec (dest.)	Municipalité de Saint-Alphonse-Rodriguez
			Renald Gravel
CM20191922	2019-04-04	Loi sur les cités et villes (susp.)	François Hamelin
			Ville de Dollard-Des Ormeaux
CM20191994	2019-04-10	Loi sur les cités et villes (dest.)	Réjean Laflamme
			Ville de Longueuil
CM20192076	2019-04-15	Loi sur les cités et villes (dest.)	Louise Fillion
			Ville de Blainville
CM20192128	2019-04-18	Loi sur les cités et villes (dest.)	Association des cadres municipaux de Montréal
			Richard Tassé
			Ville de Montréal
CM20192430	2019-05-02	Loi sur les cités et villes (susp.)	Jean Chartrand Jr.
			Ville de Montréal
CM20192447	2019-05-02	Code municipal du Québec (dest.)	Corporation municipale de la paroisse de Saint-Sulpice
			Nathalie Richard
CM20192469	2019-05-03	Loi sur les cités et villes (dest.)	Réjean Laflamme
			Ville de Longueuil
CM20192470	2019-05-03	Loi sur les cités et villes (dest.)	Richard Lord
			Ville de L'Assomption
CM20192534	2019-05-07	Code municipal du Québec (susp.)	Danielle Sauvé
			Municipalité de Elgin
CM20192586	2019-05-09	Loi sur les cités et villes (dest.)	Josée Généreux
			Ville de Brossard
CM20192703	2019-05-15	Loi sur les cités et villes (dest.)	Marie Poirier
			Ville de Gatineau
CM20192817	2019-05-21	Loi sur les cités et villes (dest.)	Luc Belleville
			Ville de Montréal
CM20193250	2019-06-07	Loi sur les cités et villes (susp.)	Mathieu Drapeau
			Ville de Montréal
CM20193395	2019-06-07	Loi sur les cités et villes (dest.)	Louise Sisla-Héroux
			Ville de Coteau-du-Lac
CM20193406	2019-06-10	Code municipal du Québec (dest.)	Claude Arvisais
			Municipalité de Saint-Zotique
CM20193459	2019-06-10	Code municipal du Québec (dest.)	Jean-François Yelle
			Municipalité de Saint-Michel
CM20193476	2019-06-17	Loi sur les cités et villes (dest.)	Benoit Delisle
			Ville de Montréal
			Ville de Montréal, arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
CM20193537	2019-06-20	Loi sur les cités et villes (dest.)	Martin Cossette
			Ville de Rivière-Rouge
CM20193544	2019-06-20	Loi sur les cités et villes (dest.)	Gilles Poirier
			Ville de Sainte-Thérèse
CM20193550	2019-06-21	Loi sur la Commission municipale (dest.)	Commission municipale du Québec
			Michel Larose
CM20193626	2019-06-25	Loi sur la Commission municipale (dest.)	Ville de Chambly
			Annie Nepton
			Commission municipale du Québec
CM20193748	2019-07-02	Code municipal du Québec (dest.)	Ville de Chambly
			Jean-François Yelle
CM20193909	2019-07-10	Code municipal du Québec (susp.)	Municipalité de Saint-Michel
			Manon Donais
CM20194043	2019-07-12	Loi sur les cités et villes (dest.)	Municipalié de Saint-Sébastien
			Marie-Josée Thivierge
			Ville de Pointe-Claire

N° cas	Date de réception	Nature du cas	Nom de la personne concernée
CM20194071	2019-07-15	Code municipal du Québec (dest.)	Lise Lavigne
			Municipalité de Saint-Placide
CM20194141	2019-07-18	Loi sur les cités et villes (dest.)	Michel Perrier
			Ville de Pincourt
CM20194357	2019-07-30	Code municipal du Québec (dest.)	Municipalité de Notre-Dame-de-la-Merci
			Roger Arteau
CM20194373	2019-08-01	Loi sur les cités et villes (susp.)	Pascale Tremblay
			Ville de Montréal
CM20194473	2019-08-06	Code municipal du Québec (dest.)	Municipalité de L'Ange-Gardien
			Sylvain Parenteau
CM20195022	2019-09-12	Loi sur les cités et villes (dest.)	Mathieu Dessureault
			Ville de Sainte-Agathe-des-Monts
CM20195046	2019-09-13	Loi sur les cités et villes (dest.)	Franco Paoletta
			Ville de Laval
CM20195326	2019-09-27	Loi sur les cités et villes (dest.)	Bruno Paquet
			Ville de Montréal
CM20195409	2019-10-04	Loi sur les sociétés de transport en commun (dest.)	Minh Truong
			Société de transport de Montréal
CM20195461	2019-10-08	Loi sur les cités et villes (susp.)	Luc Goulet
			Ville de Laval
CM20195801	2019-09-13	Code municipal du Québec (dest.)	Chantal Giraldeau
			Municipalité de Denholm
CM20196236	2019-10-30	Loi sur les cités et villes (dest.)	Claude Ouimette
			Ville de Granby
CM20196238	2019-10-31	Loi sur les cités et villes (dest.)	Sylvain Chrétien
			Ville de Bromont
CM20196330	2019-11-06	Code municipal du Québec (dest.)	Carole Samson
			Municipalité de Palmarolle
CM20196333	2019-11-05	Code municipal du Québec (dest.)	Municipalité de Saint-Alphonse-Rodriguez
			Renald Gravel
CM20196338	2019-11-08	Loi sur les cités et villes (dest.)	Paul Bedrossian
			Ville de Laval
CM20196356	2019-11-08	Loi sur les cités et villes (dest.)	Charles Paquette
			Ville de Montréal
CM20196368	2019-11-12	Loi sur les cités et villes (dest.)	Martine Picard
			Ville de Longueuil
CM20196604	2019-11-25	Code municipal du Québec (dest.)	Municipalite de Bearn
			Paul Gauthier
CM20196839	2019-12-05	Loi sur les cités et villes (dest.)	Martine Picard
			Ville de Longueuil
CM20196841	2019-12-05	Loi sur les cités et villes (susp.)	Jean Chartrand Jr.
			Ville de Montréal
CM20197111	2019-12-13	Code municipal du Québec (susp.)	Danielle Sauvé
			Municipalité de Elgin
CM20197253	2019-12-19	Code municipal du Québec (dest.)	Léo Fradette
			Municipalité régionale de comté de La Vallée-du-Richelieu
CM20200423	2020-01-17	Loi sur les cités et villes (susp.)	Jean Chartrand Jr.
			Ville de Montréal
CM20200560	2020-01-21	Code municipal du Québec (dest.)	Julie Langevin
			MRC de Brome-Missisquoi
CM20200637	2020-01-24	Code municipal du Québec (dest.)	Jennifer Dumoulin
			Municipalité de Saint-Zotique
CM20200729	2020-01-29	Code municipal du Québec (dest.)	Municipalité de Cantley
			Sylvette Brière
CM20200870	2020-01-30	Code municipal du Québec (dest.)	Jennifer Dumoulin
			Municipalité de Saint-Zotique
CM20200914	2020-02-04	Loi sur les cités et villes (dest.)	Mario Nareau
			Ville de Farnham

CM20201014	2020-02-07	Loi sur les cités et villes (dest.)	Roger Duchesne
			Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu
CM20201022	2020-02-07	Loi sur les cités et villes (dest.)	Éric Deschambres
			Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu
CM20201045	2020-02-11	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cathy Durocher
			Ville de Montréal
			Ville de Montréal arrondissement Mercier Hochelaga-Maisonneuve
CM20201158	2020-02-17	Loi sur les cités et villes (dest.)	Josée Perreault
			Service de police de la Ville de Montréal
			Ville de Montréal
CM20201173	2020-02-17	Loi sur les cités et villes (dest.)	Pierre-Luc Bertrand
			Ville de Laval
CM20201175	2020-02-17	Loi sur les cités et villes (dest.)	Madeleine Daoust
			Régie intermunicipale des services animaliers de la Vallée-du-Richelieu
CM20201191	2020-02-19	Code municipal du Québec (dest.)	Marc Pilon
			Municipalité du canton de Dundee
CM20201399	2020-02-28	Loi sur les cités et villes (dest.)	Mario Miller
			Régie intermunicipale de sécurité incendie de la Vallée-du-Richelieu
CM20201435	2020-02-28	Loi sur les cités et villes (dest.)	Michel Huguerot
			Ville de Longueuil
CM20201794	2020-03-10	Loi sur les cités et villes (susp.)	Philippe Guilbeault
			Ville de Laval
CM20201806	2020-03-12	Loi sur les cités et villes (dest.)	Martine Picard
			Ville de Longueuil
CM20201846	2020-03-17	Loi sur les cités et villes (dest.)	Maxime Fournier
			Ville de Montréal
			Ville de Montréal - Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie
CM20201952	2020-03-23	Loi sur les cités et villes (dest.)	Paul Bedrossian
			Ville de Laval
CM20201954	2020-03-23	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cathy Durocher
			Ville de Montréal
			Ville de Montréal arrondissement Mercier Hochelaga-Maisonneuve
CM20202246	2020-03-31	Loi sur les cités et villes (dest.)	Ville de Montréal
			Yannick Rouleau

QUÉBEC

CQ20191969	2019-04-05	Code municipal du Québec (dest.)	Jocelyn Jutras
			Municipalité de Saint-Valère
CQ20192134	2019-04-16	Loi sur les cités et villes (susp.)	Raynald Bernard
			Ville de Québec
CQ20192730	2019-05-13	Code municipal du Québec (dest.)	Municipalité du canton de Sainte- Edwidge-de-Clifton
			Réjean Fauteux
CQ20192864	2019-05-21	Code municipal du Québec (dest.)	Municipalite de Saint-Pacôme
			Vincent Thibault
CQ20193192	2019-06-05	Code municipal du Québec (dest.)	Municipalité de Val-Alain
			Sylvie Santerre
CQ20193201	2019-06-06	Code municipal du Québec (dest.)	Municipalité de Sainte-Monique
			René Michel Leclerc
CQ20193410	2019-06-12	Loi sur les cités et villes (dest.)	Lyne Dubé
			Ville de Magog
CQ20193916	2019-07-10	Code municipal du Québec (dest.)	Marjolaine Pronovost
			Municipalité de Sainte-Ère

CQ20194212	2019-07-24	Code municipal du Québec (dest.)	Eric St-Arnaud Municipalité de Saint-Édouard-de-Maskinongé
CQ20194823	2019-08-26	Code municipal du Québec (dest.)	Jean-François Laflamme Municipalité du Canton de Hatley
CQ20194887	2019-09-05	Code municipal du Québec (dest.)	Benoit Côté Municipalité de Notre-Dame-des-Monts
CQ20195358	2019-09-26	Loi sur les cités et villes (susp.)	Michel Couture Ville de Chandler
CQ20195572	2019-10-04	Loi sur les cités et villes (dest.)	Pierre Bégin Ville de L'Assomption
CQ20196039	2019-10-25	Code municipal du Québec (dest.)	Isabelle Dubois Municipalité de Sainte-Françoise
CQ20196041	2019-10-26	Code municipal du Québec (dest.)	Danielle Fournier Municipalité de la Paroisse de Saint-Donat
CQ20196370	2019-10-28	Code municipal du Québec (dest.)	Hélène Vincent Municipalité Saint-Étienne-de-Bolton
CQ20196377	2019-10-31	Code municipal du Québec (dest.)	Stéphane Brisson Ville de Trois-Rivières
CQ20196402	2019-11-08	Loi sur les cités et villes (dest.)	Olivier Trudel Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures
CQ20196783	2019-11-29	Loi sur les cités et villes (susp.)	Marc Croteau Ville de Princeville
CQ20197047	2019-12-05	Code municipal du Québec (dest.)	Marie-Josée Casaubon Municipalité régionale de comté de Joliette
CQ20200901	2020-02-03	Code municipal du Québec (dest.)	Municipalité de Sainte-Rose-de-Watford Philippe Côté
CQ20201117	2020-02-10	Code municipal du Québec (dest.)	Martine Bernier Municipalité de Saint-Félix-de-Kingsey
CQ20201244	2020-02-14	Loi sur les cités et villes (susp.)	Ann Marchand Ville de Rimouski
CQ20201738	2020-03-04	Loi sur les cités et villes (dest.)	Steeve Deschenes Ville de Terrebonne
CQ20201895	2020-03-06	Loi sur les cités et villes (dest.)	Jean-Pierre Giroux Ville de Beauceville
CQ20201929	2020-03-05	Code municipal du Québec (dest.)	Gino Dubé La Municipalité de Saint-Antonin
CQ20201962	2020-03-18	Loi sur les cités et villes (dest.)	Benoit Gagnon Ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier
Total: 96			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP169

AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE D'ORDONNANCES RENDUES RELATIVEMENT À L'APPLICATION DES ARTICLES 45 ET 46 DU CODE DU TRAVAIL ET PRÉCISER LA NATURE DES ORDONNANCES.

Pour la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020, aucune ordonnance n'a été rendue relativement à l'application des articles 45 et 46 du *Code du travail*.

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 4 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP170

ÉVOLUTION DES DÉLAIS DE TRAITEMENT DES DOSSIERS DEPUIS LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Voici les données provenant des divisions relations du travail, services essentiels, et construction et qualification professionnelle du Tribunal administratif du travail (TAT) pour la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020 :

Lois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de dossiers
	Délai imputable au TAT (en jours)	Délai total (en jours)	Délai imputable au TAT (en jours)	Délai total (en jours)	

Code du travail	62	71	122	193	2 520
Loi sur les normes du travail	466	497	418	484	4 083
Loi instituant le TAT	131	148	131	181	125
Loi secteur des affaires sociales	35	95	35	95	1
Lois – Services essentiels	23	28	38	167	345
Lois – Construction et qualification professionnelle	84	89	113	142	163
Loi – Ressources intermédiaires et RTF	67	98	95	328	13
Loi – Responsables d’un service de garde ²	92	3371	88	3216	130
Lois – Statut des artistes	188	188	237	237	3
Autres lois	83	204	169	308	140

¹ Médiane : Valeur la plus centrale de l’ensemble des délais des cas de la Vice-présidence relations du travail du TAT.

² Les délais totaux pour cette loi s’expliquent par la fermeture de 124 plaintes à l’encontre d’une sanction déposées lors de moyens de pression exercés en 2010-2011 et pour lesquelles des décisions des tribunaux supérieurs étaient attendues.

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 4 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP171

DEPUIS CINQ ANS, PAR MOIS, ET SELON LE CODE DU TRAVAIL OU LES NORMES DU TRAVAIL, NOMBRE DE CONCILIATIONS PRÉDÉCISIONNELLES EFFECTUÉES ET RÉSULTATS (RÉUSSIES, NON RÉUSSIES OU NON CONCLUES), NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES ET RÉSULTATS (ACCUEILLIES, DÉSISTEMENTS, RÈGLEMENTS ET REJETÉES).

Nombre de conciliations prédécisionnelles du 1 ^{er} avril 2019 au 31 mars 2020 Vice-présidence relations du travail – Tribunal administratif du travail					
Lois	Année	Mois	Nombre de cas en conciliation		
			Conciliations terminées et conclues	Cas référés aux juges administratifs	Total
Loi sur les normes du travail	2019	Avril	146	25	171
		Mai	117	34	151
		Juin	114	16	130
		Juillet	98	29	127
		Août	94	22	116
		Septembre	124	39	163
		Octobre	144	46	190
		Novembre	114	32	146
		Décembre	108	21	129
	2020	Janvier	101	40	141
		Février	102	37	139
		Mars	56	14	70
TOTAL			1 318	355	1 673

Code du travail	2019	Avril	22	9	31
		Mai	12	4	16
		Juin	13	5	18
		Juillet	12	11	23
		Août	6	3	9
		Septembre	18	8	26
		Octobre	15	8	23
		Novembre	5	6	11
		Décembre	14	7	21
	2020	Janvier	24	5	29
		Février	20	10	30
		Mars	11	1	12
TOTAL			172	77	249

.../2

Nombre de cas conclus
du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020
Vice-présidence relations du travail – Tribunal administratif du travail

Année	Mois	Sort des cas				
		Accueillis	Désistements	Règlements	Rejetés	Total
2019	Avril	194	172	575	43	984
	Mai	124	123	301	54	602
	Juin	132	139	238	46	555
	Juillet	149	125	233	61	568
	Août	100	147	153	33	433
	Septembre	83	205	294	40	622
	Octobre	115	163	263	47	588
	Novembre	134	149	228	76	587
	Décembre	208	164	217	77	666
2020	Janvier	88	266	269	72	695
	Février	196	279	238	95	808
	Mars	92	110	158	55	415
Total		1 615	2 042	3 167	699	7 523

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 4 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP172

DEPUIS CINQ ANS, PAR MOIS, PAR ARTICLE ET SELON LE CODE DU TRAVAIL
OU LA LOI SUR LES NORMES DU TRAVAIL, DÉLAI DE TRAITEMENT DES CAS
RÉGLÉS (MÉDIANE ET MOYENNE).

Cette question ne concerne que la Division des relations du travail du TAT.

**Délai de traitement (en jours) des cas réglés par mois
du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020**

Mois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de cas réglés
	Délai imputable à la VPRT-TAT	Délai total (en jours)	Délai imputable à la VPRT-TAT	Délai total (en jours)	
Code du travail					
Avril	65	65	86	130	304
Mai	55	92	116	180	226
Juin	37	43	77	124	205
Juillet	37	44	106	166	221
Août	69	118	249	367	177
Septembre	63	70	120	177	180
Octobre	78	111	115	221	210
Novembre	49	58	95	145	204
Décembre	49	58	178	318	212
Janvier	70	82	120	201	228
Février	65	78	116	164	222
Mars	84	100	124	163	131
Loi sur les normes du travail					
Avril	506	566	456	565	647
Mai	342	462	383	459	319
Juin	351	435	393	443	320
Juillet	449	500	400	468	302
Août	372	422	373	426	220
Septembre	499	532	424	491	411
Octobre	435	492	418	473	347
Novembre	404	483	384	444	296
Décembre	471	498	422	485	288
Janvier	493	504	433	490	368
Février	485	486	439	480	329
Mars	480	483	431	477	236

¹ Médiane : Valeur la plus centrale des délais des cas traités par la Vice-présidence relations du travail.

Délai de traitement (jours) des cas réglés du 1 ^{er} avril 2019 au 28 février 2020 selon les principaux articles du Code du travail et de la Loi sur les normes du travail					
	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de cas réglés
	Délai imputable au TAT	Délai total (en jours)	Délai imputable au TAT	Délai total (en jours)	

Code du travail					
Article 16 - congédiement*	77	149	136	262	160
Article 25 - champ libre*	33	33	51	64	270
Article 25 - conflit*	35	35	55	67	135
Article 39 - statut de salarié*	128	265	382	592	121
Article 39 - modification*	31	40	41	55	487
Article 41 - révocation*	33	33	43	47	109
Article 45 - transmission*	26	29	38	59	148
Article 47.3 - traitement par l'association*	190	273	247	343	160

*Article 16 CT – plainte en matière de mesures disciplinaires – congédiement
Article 25 CT – requête en accréditation, champ libre
Article 25 CT – requête en accréditation, conflit
Article 39 CT – requête en interprétation et statut de salarié
Article 39 CT – requête en modification d'accréditation
Article 41 CT – requête en révocation d'accréditation
Article 45 CT – requête en transmission de droits et obligations (totale ou partielle)
Article 47.3 CT – égalité de traitement par l'association

Loi sur les normes du travail					
Article 79.1 - plainte (maladie ou accident)*	443	484	393	449	721
Articles 79.7 et 79.8 - plainte (familiale ou parentale)*	344	353	334	373	55
Article 122 - plainte*	485	507	426	495	754
Article 122.1 - (retraite)*	366	519	409	581	7
Article 123.6 - harcèlement psychologique*	366	413	384	450	526
Article 124 - plainte de congédiement*	489	514	441	510	1964
Article 128 - indemnité*	184	224	199	275	53

*Article 79.1 LNT - plainte de congédiement - maladie ou accident
Articles 79.7 et 79.8 LNT - plainte de congédiement – congé pour raisons familiales ou parentales
Article 122 LNT - plainte de congédiement – général
Article 123.6 LNT - plainte de harcèlement psychologique
Article 124 LNT - plainte de congédiement sans cause juste et suffisante
Article 128 LNT - indemnité : requête pour fixation d'indemnité

¹ Médiane : Valeur la plus centrale des délais des cas traités par la Vice-présidence relations du travail.

SOURCE : Direction des opérations de la VR-RT du TAT
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 4 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP173

LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX ET EFFECTIF ÉTANT RATTACHÉ, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, À CHACUN DE CES BUREAUX. PRÉSENTER L'ÉVOLUTION DEPUIS CINQ ANS ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021.

La liste se trouve aux pages suivantes.

SOURCE : Direction des ressources humaines
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente
DATE : 20 avril 2020

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

Évolution des effectifs réguliers

En date du 31 mars 2020

Territoire habituel de travail	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel de bureau	Ouvrier	TOTAL
Etrie		2,0	1,0	3,0		6,0
Québec	9	51,0	22,0	24,0		106,0
Saguenay-Lac-St-Jean		1,0	1,0	4,0		6,0
Abitibi-Témiscamingue		1,0	1,0	2,0		4,0
Lanaudière		5,0	2,0	9,0		16,0
Yamaska		4,0	1,0	5,0		10,0
Chaudière-Appalaches		3,0	2,0	5,0		10,0
Bas-St-Laur./Iles-Mad./Gasp./Côte-Nord						
.Gaspé		1,0		2,0		3,0
.Rimouski		1,0	2,0	2,0		5,0
.Sept-Iles		1,0		1,5		2,5
Mauricie-Centre-du-Québec						
.Trois-Rivières		1,0	2,0	3,0		6,0
.Drummondville		2,0	1,0	2,0		5,0
Montréal	5	62,0	24,0	43,0	1	135,0
Montérégie		5,0	1,0	5,0		11,0
Outaouais		1,0	1,0	2,0		4,0
Laval		3,0	1,0	5,0		9,0
Laurentides		4,0	1,0	7,0		12,0
Richelieu-Salaberry						
.Saint-Jean-sur-Richelieu		3,0	1,0	5,0		9,0
.Salaberry-de-Valleyfield		2,0	1,0	4,0		7,0
TOTAL	14	153,0	65,0	133,5	1	366,5

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP174

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, LE NOMBRE DE PLAINTES OU DE DEMANDES DÉPOSÉES EN VERTU DE LA CHARTE QUÉBÉCOISE DES DROITS ET LIBERTÉS ET FOURNIR UNE VENTILATION DÉTAILLÉE DE CELLES PORTANT PLUS PARTICULIÈREMENT SUR L'ARTICLE 46. STATISTIQUES SUR LE TYPE DE DOSSIERS ET TABLEAU DES RÉSULTATS.

Aucune plainte de cette nature ne sera jamais reçue au Tribunal administratif du travail (TAT) puisque les plaintes en vertu de la *Charte des droits et libertés de la personne* sont déposées à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 20 avril 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP175

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE CONCILIEURS/MÉDIATEURS DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE.

Cette question ne s'adresse qu'à la Vice-présidence des relations du travail.

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020 : 23 postes de conciliateurs/médiateurs
à la Vice-présidence RT du Tribunal administratif du travail.

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 4 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP176

**ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR MÉDIATEUR /
CONCILIATEUR, DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE.**

Cette question ne s'adresse qu'à la Division des relations du travail.

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020, les conciliateurs de la Vice-présidence relations du travail du Tribunal administratif du travail ont tenu 1 560 séances de conciliation visant 2 264 dossiers, soit 98 dossiers par conciliateur.

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidence

DATE : 4 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP177

DEPUIS DÉCEMBRE 2014, NOMBRE DE DOSSIERS LIÉS À LA *LOI FAVORISANT LA SANTÉ FINANCIÈRE ET LA PÉRENNITÉ DES RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES DU SECTEUR MUNICIPAL.*

Le Tribunal administratif du travail n’a aucune compétence en vertu de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestation déterminées du secteur municipal.*

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente

DATE : 20 avril 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP178

NOMBRE DE DOSSIERS LIÉS À LA *LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE PRINCIPALEMENT QUANT AU FINANCEMENT DES RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES* (PL 57).

Le Tribunal administratif du travail n’a aucune compétence en vertu de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées* (PL 57).

SOURCE : Direction des opérations de la VP-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 20 avril 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP179

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, LE NOMBRE DE DOSSIERS QUI SONT ALLÉS EN RÉVISION JUDICIAIRE ET LA NATURE DES DÉCISIONS RENDUES RELATIVEMENT AUX SERVICES ESSENTIELS.

Pour la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020 :

Une seule demande en révision judiciaire portant sur des décisions de la Division des services essentiels a été notifiée au TAT (décision concernant une demande de redressement).

SOURCE : Direction des services juridiques

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidence

DATE : 22 mai 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP180

DEPUIS CINQ ANS, DÉLAIS DE TRAITEMENT MOYEN. VENTILER PAR TYPE DE DOSSIER.

Pour la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020, le délai de traitement moyen a été de 167 jours pour 345 dossiers conclus par la Division des services essentiels du Tribunal administratif du travail. Ce délai s'explique par la fermeture de 27 demandes d'évaluation de services essentiels dans le réseau de la santé et des services sociaux datant de 2015. Ces dossiers avaient été suspendus à la suite de la décision du Tribunal déclarant constitutionnellement inopérant l'article 111.10 du *Code du travail*, les syndicats ayant demandé au Tribunal de conserver ces dossiers en activité jusqu'à ce que le *Code du travail* soit modifié, ce qui fut fait le 30 octobre 2019 par l'adoption du projet de loi 33.

En excluant ces 29 dossiers, le délai moyen total est de 29 jours pour 316 dossiers. De plus, parmi ces dossiers, 258 traitent de la nouvelle compétence octroyée au TAT concernant l'assujettissement d'un service public. Ces 258 dossiers ont été traités dans un délai moyen de 33 jours. Finalement, les 44 demandes d'évaluation de services essentiels à l'occasion d'une grève dans un service public ont été traitées dans un délai moyen de 10 jours.

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 4 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP181

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉGLÉS PAR MÉDIATION.

Au cours de la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020, 42 dossiers en services essentiels ont été réglés par la voie de la médiation à la Division des services essentiels du Tribunal administratif du travail.

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 4 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP182

DEPUIS CINQ ANS, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, LE NOMBRE ET LA NATURE DES DÉCISIONS RENDUES, PAR SECTEUR D'INTERVENTION.

Au cours de la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020, la Division des services essentiels du TAT a rendu des décisions dans 345 dossiers répartis comme suit :

	SERVICES PUBLICS	SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC	FONCTION PUBLIQUE
Assujettissement d'un service public	258	-	-
Évaluation des services essentiels	44	29	-
Difficultés découlant des listes de services essentiels	-	-	-
Avis de grève ou de lock-out non conformes	-	-	-
Mesures de redressement	5	9	-
Autorisation de dépôt à la cour supérieure	-	-	-
TOTAL DES DOSSIERS	307	38	0

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 4 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP183

MESURES DE RÉPARATION IMPOSÉES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Au cours de la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020, il n'y a eu aucune mesure de réparation imposée par la Division des services essentiels du Tribunal administratif du travail.

SOURCE : Direction des opérations de la VPO-RT du TAT

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 4 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP184

POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, NOMBRE DE DOSSIERS RELATIFS AUX LÉSIONS PROFESSIONNELLES OUVERTS PAR DIVISION, NATURE DE CES DOSSIERS ET DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT.

Cette question ne s’adresse qu’à la Division de la santé et de la sécurité du travail.

Nombre de dossiers ouverts et nature des dossiers :

	1 ^{er} avril 2019 au 31 mars 2020
FINANCEMENT	4 771
PREVENTION ET INDEMNISATION	32 504
• Retrait préventif	35
• Mesures disciplinaires	135
• LSST (autres)	131
• LATMP (urgences)	263
• Notion de lésion	17 567
• Prestations	4 708
• LATMP (autres)	35
• Médical	9 477
• Maladies pulmonaires	153
TOTAL	37 275

Délai moyen de traitement des dossiers, de la date d’ouverture à la date de fermeture, et ce, peu importe le type de fermeture (désistement, décision rendue à la suite d’une audience ou d’un accord en conciliation, etc.). Ce délai inclut les délais occasionnés par les remises d’audiences et les suspens demandés par les parties :

	1 ^{er} avril 2019 au 31 mars 2020
Délai moyen de fermeture	359 jours

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 4 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP185

POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, DÉLAI MOYEN ENTRE LE DÉPÔT D'UN APPEL ET LA DÉCISION, ET NATURE DES DÉCISIONS, DANS LES DOSSIERS RELATIFS AUX LÉSIONS PROFESSIONNELLES.

**DÉLAI MOYEN ENTRE
LA RÉCEPTION D'UNE CONTESTATION
ET LA DÉCISION RENDUE À LA SUITE D'UNE AUDIENCE**

2019-2020

	1 ^{er} avril 2019 au 28 février 2020
Sans les remises	8,7 mois (264 jours)
Avec les remises	14,2 mois (433 jours)

Voir la fiche RP184 pour la nature des décisions.

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 6 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP186

LISTE DES REPRÉSENTANTS PATRONAUX ET SYNDICAUX ET DES ASSESSEURS RECONNUS EN INDIQUANT LE TOTAL DES FRAIS ET HONORAIRES REMBOURSÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Cette question ne concerne que la Division de la santé et de la sécurité du travail.

Le paritarisme au sein de la Commission des lésions professionnelles a été aboli le 1^{er} janvier 2016 par l'entrée en vigueur de la *Loi instituant le Tribunal administratif du travail* (RLRQ, c. T-15.1). Ainsi, il n'y a plus de représentants patronaux et syndicaux au Tribunal administratif du travail.

Liste des assesseurs – Honoraires et frais :

Le TAT est un tribunal spécialisé et la présence d'assesseurs, généralement des médecins, est parfois nécessaire pour conseiller le juge administratif dans des dossiers complexes. Le TAT a des assesseurs médicaux à temps plein qui sont rémunérés selon la *Loi sur la fonction publique* (RLRQ, c. F-3.1.1) et il doit également faire appel à des assesseurs contractuels. Le tableau suivant présente le montant des honoraires et frais de déplacement versés aux assesseurs contractuels pour la période indiquée.

	01-04-19 au 31-03-20
Frais et honoraires des assesseurs contractuels	498 362 \$

SOURCE : Direction des ressources financières
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidence
DATE : 6 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP187

**NOMBRE DE CONCILIATEURS ET NOMBRE D'ENTENTES HORS COUR
ENTÉRINÉES PAR LE TRIBUNAL AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.**

Cette question ne s'adresse qu'à la Division de la santé et de la sécurité du travail.

Voici les résultats entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 mars 2020:

Nombre de conciliateurs au 31 mars 2020	50
Nombre de dossiers dans lesquels les parties ont conclu un accord par la suite entériné par le tribunal	4 893
Nombre de transactions conclues entre les parties en vertu du <i>Code civil du Québec</i>	7 277

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION : Direction des ressources humaines

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 4 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP188

NOMBRE ET POURCENTAGE DE DÉSISTEMENTS ENREGISTRÉS ET PRINCIPAUX MOTIFS INVOQUÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Cette question ne s'adresse qu'à la Division de la santé et de la sécurité du travail.

Entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 mars 2020, la Division de la santé et de la sécurité du travail du TAT a enregistré 19 285 désistements :

- 57,7 % (soit 11 119) de ces désistements découlent d'une activité de conciliation;
- 42,3 % (soit 8 166) de ces désistements sont qualifiés de « naturels », l'employeur ou le travailleur ayant informé le Tribunal du retrait de sa contestation.

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 4 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP189

NOMBRE DE REMISES DEMANDÉES PAR LES EMPLOYEURS, LE TAT (ANCIENNEMENT CLP) OU LES TRAVAILLEURS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Cette question ne s’adresse qu’à la Division de la santé et de la sécurité du travail.

	01-04-2019 au 31-03-2020
Nombre de remises demandées *	
<ul style="list-style-type: none">• Par les employeurs	6 130
<ul style="list-style-type: none">• Par les travailleurs	5 298
<ul style="list-style-type: none">• Par le TAT **	1 342

* Ces chiffres représentent le nombre de dossiers remis et non le nombre d’audiences remises, puisqu’une audience porte souvent sur plus d’un dossier.

** Le TAT ne demande pas de remise, mais il lui arrive à l’occasion d’annuler une audience déjà fixée. Ce chiffre est anormalement élevé en 2019-2020 puisque de nombreuses audiences ont dû être annulées en mars 2020 en raison de la pandémie COVID-19.

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau de la présidence
DATE : 6 juin 2020
45. PQ - RP189

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP190

**NOMBRE D’AVIS TRAITÉS PAR LE BEM ET NOMBRE D’AVIS RENVERSÉS AU
COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.**

Cette question ne s’adresse qu’à la Division de la santé et de la sécurité du travail du TAT pour la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

2019-2020	
	01-04-2019 au 31-03-2020
Nombre d’avis émis par le BEM et ayant fait l’objet d’une contestation	1 658
Nombre de ces avis ayant été renversés	144

SOURCE : Service du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 4 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP191

**POURCENTAGE DE DÉCISIONS DONNANT GAIN DE CAUSE AUX DEMANDEURS
ET POURCENTAGE DONNANT GAIN DE CAUSE AUX APPELANTS POUR LES
CINQ DERNIÈRES ANNÉES.**

Cette question ne concerne que la Division de la santé et de la sécurité du travail.

Les tableaux suivants présentent le pourcentage des décisions qui ont accueilli ou rejeté les requêtes déposées par les travailleurs et les employeurs, pour la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

FINANCEMENT

	REQUÊTES DES TRAVAILLEURS*	REQUÊTES DES EMPLOYEURS
	01-04-2019 au 31-03-2020	01-04-2019 au 31-03-2020
TOTAL DES DÉCISIONS RENDUES	0	1 189
Décisions accueillant les requêtes	0	581 (48,9 %)
Décisions accueillant en partie les requêtes	0	109 (9,2 %)
Décisions rejetant les requêtes	0	499 (41,9%)

* Les travailleurs ne peuvent contester les décisions rendues en matière de financement (cotisation des employeurs, classification des entreprises, imputation des coûts).

PREVENTION ET INDEMNISATION

	REQUÊTES DES TRAVAILLEURS	REQUÊTES DES EMPLOYEURS
	01-04-2019 au 31-03-2020	01-04-2019 au 31-03-2020
TOTAL DES DÉCISIONS RENDUES	3 299	1 511
Décisions accueillant les requêtes	1 260 (38,2 %)	637 (42,2 %)
Décisions accueillant en partie les requêtes	274 (8,3%)	270 (17,9 %)
Décisions rejetant les requêtes	1 765 (53,5 %)	604 (39,9 %)

SOURCE : Direction du pilotage et soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidence

DATE : 4 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP192

NOMBRE DE PLAINTES LOGÉES AU TRIBUNAL ET NATURE DES PLAINTES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.

Les statistiques qui suivent présentent le nombre de plaintes traitées en 2019-2020, les motifs invoqués et le sort réservé à chacune des plaintes. La plainte qualifiée de fondée est celle qui requiert ou aurait pu requérir une intervention directe pour corriger la situation. La plainte est qualifiée de non fondée lorsqu’aucune intervention n’apparaît nécessaire ou utile. Les plaintes irrecevables sont celles qui ne rencontrent pas les conditions d’ouverture.

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020, le Service des plaintes du TAT a enregistré 49 plaintes, dont 12 étaient fondées, 5 fondées en partie, 13 non fondées, 15 irrecevables et 4 qui étaient en cours de traitement.

MOTIFS	Plaintes non fondées	Plaintes fondées en partie*	Plaintes fondées*	Plaintes irrecevables	Plaintes en cours	TOTAL
DÉCISION (CONTENU)				7		7
DÉCISION (DÉLIBÉRÉ)	1					1
LOIS ET RÈGLEMENTS						
PROCÉDURES ADMINISTRATIVES	6	2	1	1		10
MISE AU RÔLE / ÉTAT DU DOSSIER	3		2	3		8
COMPORTEMENT DU PERSONNEL ¹ ET QUALITÉ DES SERVICES		2	5			7
AUDIENCE	2		1			3
CONCILIATION	2	1	2		4	9**
PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS						
LANGUE						
ACCRÉDITATION			1			1
AUTRES				4		4
TOTAL :	13	5	12	15	4	49

¹ Pour des fins statistiques, le mot personnel inclut également les juges administratifs et les assesseurs.

* Lorsque la plainte a été considérée fondée ou fondée en partie, le Tribunal a pris des mesures pour corriger la situation et apporter les changements nécessaires afin d’éviter qu’une telle situation se reproduise.

** À ce chiffre, s’ajoute une plainte abandonnée à la suite d’explications fournies.

SOURCE : Service des plaintes

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 26 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP193

VENTILATION DETAILLÉE DES SOMMES ALLOUÉES AU FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL POUR 2018-2019 ET 2019-2020, ET LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021.

Voici la ventilation des sommes allouées pour 2019-2020 :

CNESST	70 295 800 \$
Ministre du Travail	6 237 600 \$
Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale	33 700 \$
RBQ	33 700 \$
CCQ	984 300 \$
CMMTQ	33 700 \$
CMEQ	33 700 \$

SOURCE : Direction des ressources financières

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau de la présidente

DATE : 9 juin 2020